Magali Talandier, Bernard Pecqueur (dir.). Renouveler la géographie économique

Virginie Baritoux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/6635>

DOI : 10.4000/economierurale.6635

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2019

Pagination : 113-116

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Virginie Baritoux, « Magali Talandier, Bernard Pecqueur (dir.). Renouveler la géographie économique », *Économie rurale* [En ligne], 367 | 2019, mis en ligne le 30 mars 2019, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/6635> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.6635>

Magali TALANDIER, Bernard PECQUEUR (dir.)

Renouveler la géographie économique

Paris, Economica, Anthropos, coll. « Géographie », 2018, 296 p.

R*enouveler la géographie économique* est un ouvrage collectif, dirigé par Magali Talandier et Bernard Pecqueur, qui rassemble vingt-deux contributions (rédigées par 28 chercheurs). Il vise l'objectif ambitieux de « contribuer activement à la constitution d'une "science du territoire" [...] fondée sur le principe d'une "géo-économie territoriale" » (p. 17) qui serait définie comme « l'application de la contrainte territoriale aux divers processus de coordination des acteurs [...] dans un contexte de préservation nécessaire des ressources ». Pour les éditeurs, la nécessité de renouveler la géographie économique repose sur l'hypothèse de base que « les conditions de structuration des transitions à l'œuvre actuellement impliquent l'émergence de la question territoriale, fondement du lien nouveau entre géographie et économie ». La prise en compte de la notion de durabilité, les phénomènes de déconnexion entre les espaces fonctionnels ou encore la mondialisation qui exacerbe la concurrence et pousse à la différenciation des espaces locaux mettent au centre la question du territoire et renforcent la nécessité de créer un réel dialogue entre géographie et économie.

Cet ouvrage est issu du colloque « Vers une nouvelle géographie économique » qui s'est tenu à Grenoble en 2015. C'est peut-être cette origine qui peut expliquer l'impression d'hétérogénéité que l'on peut ressentir à la première lecture de l'ouvrage, dans la forme des articles et de manque de lien entre certaines contributions qui mobilisent pourtant les mêmes cadres ou notions. Nous notons néanmoins, tout au long de l'ouvrage, une attention des auteurs à souligner la façon dont leur contribution apporte

une pierre à l'édifice de la définition d'une géographie économique renouvelée qui, non seulement, remet l'espace au centre de la décision économique mais s'attache, également, à comprendre le jeu des acteurs et de leurs coordinations dans cet espace.

Les contributions qui composent cet ouvrage sont regroupées dans trois parties complétées par une préface d'Antoine Bailly et une postface de Jacques Lévy. Les articles peuvent se lire de façon indépendante même si plusieurs d'entre eux apparaissent comme particulièrement complémentaires, soit parce qu'ils mobilisent des cadres d'analyse similaires (par exemple les articles de Buclet et Donsimoni et de Dissart et Marcouiller avec la notion de capacité/capabilité développée par A. Sen), soit parce que leurs objets se « répondent » (voir les articles de Crévoisier et Theurillat et de Soubirou par exemple).

La première partie de l'ouvrage, intitulée : « Nouvelle organisation spatiale du développement économique », regroupe six chapitres dans lesquels les auteurs mettent en avant la nécessité de rénover la géographie économique, par un renouvellement des cadres d'analyse et d'action, pour prendre en compte les dynamiques actuelles ou à venir qui influencent (ou vont influencer) le développement économique local. Parmi les contributions de cette partie, nous notons celle de Crévoisier et Theurillat qui plaident pour l'introduction systématique de considérations financières et monétaires dans les travaux en géographie économique. Ils montrent en effet l'importance des interactions entre finance et espace, non seulement du fait de l'importance de l'espace dans les activités financières et la façon dont elles s'organisent à l'échelle mondiale, mais aussi parce que la finance influence fortement les systèmes productifs locaux et les concurrences entre territoires. Le travail de Soubirou sur les petits entrepreneurs italiens du Val de Suse (en deuxième partie) vient d'ailleurs répondre

à cette préoccupation de Crévoisier et Theurillat. En effet, elle donne une illustration de la façon dont, à l'échelle d'un territoire, la volonté de contourner un secteur bancaire qui ne répond ni à leurs besoins de financement ni à leurs aspirations sociales conduit les acteurs économiques à mettre en place des stratégies individuelles et collectives pour reconquérir une forme de pouvoir décisionnel et d'action. Au-delà de l'intérêt de l'objet étudié qu'est la finance, la contribution de Crévoisier et Theurillat permet de rappeler l'importance de ne pas négliger l'espace et de prendre en compte les articulations entre échelles locales et globales dans l'analyse des phénomènes de mondialisation et des stratégies des acteurs économiques, en particulier ceux qui peuvent apparaître comme étant « hors-sol ».

Toujours dans cette première partie, l'article de Francis Aubert offre également un intérêt particulier à nos yeux (au même titre que l'article de Besson dans la deuxième partie) dans la mesure où il pose la question du statut et de la place des espaces ruraux dans l'analyse « éco-géographique ». Il apporte ainsi un éclairage sur des espaces qui peuvent avoir tendance à être négligés dans certains champs de recherche (comme cela semble être le cas dans les travaux sur l'alimentation par exemple) ou qui, comme le souligne Aubert, peuvent être appréhendés de façon négative dans les travaux de la géographie économique « classique ».

Les six chapitres de la partie suivante, intitulée : « Réorganisation spatiale de la société : innovation et créativité », sont centrés sur les dynamiques d'innovation et sur la façon dont elles poussent à reconsidérer le lien entre espace et économie. Beckouche s'intéresse globalement à la révolution numérique et à la façon dont elle joue sur l'organisation spatiale des activités économiques et sur le développement local. Traiter cette question apparaît presque « incontournable » tant cette révolution influence

aussi bien l'économie que la société dans son ensemble à travers notamment les changements des technologies, des métiers, des systèmes de production (voir la contribution de Gros-Balthazard), des modes de consommation (cf. l'article de Moati en première partie), des relations sociales ou encore de la capacité de régulation des pouvoirs publics. Les trois contributions qui suivent, de Cohendet, d'Ambrosino et Sagot-Duvaurox et de Besson abordent la question des écosystèmes territoriaux, de leur organisation et de leur rôle dans le développement local ainsi que l'appui à l'innovation. Les travaux de Besson et d'Ambrosino et Sagot-Duvaurox, en particulier, permettent d'aborder la question de l'innovation sociale et du développement territorial à travers l'analyse d'objets spécifiques que sont respectivement les tiers-lieux en milieu rural et leur capacité à valoriser, activer et ancrer des écosystèmes régénératifs, comme les « scènes », écosystèmes spécifiques, qui permettent de comprendre les formes spécifiques d'encastrement de la création artistique et culturelle dans les territoires.

Pour finir, les contributions de Cohendet et d'Artis et Pecqueur permettent d'aborder la question du rôle des entreprises et de la façon dont ces acteurs, répondant à des modèles économiques très différents, participent aux dynamiques locales. Ainsi, Cohendet montre comment la firme Ubisoft Montréal a contribué à construire au niveau local, un « écosystème d'innovation unique » en s'appuyant sur et en participant à construire un *middle ground* riche et dynamique. À l'inverse, Artis et Pecqueur discutent des ambiguïtés de la territorialisation, souvent considérée comme allant de soi, des entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS), qui en cédant aux sirènes du développement sectoriel et économique et en entamant un repli sur l'organisation peuvent, pour certaines, avoir tendance à se « désancrer » de leur territoire d'origine.

La dernière partie, rassemble quant à elle, sept contributions abordant des questions et/ou des objets « oubliés » de la géographie économique : les dimensions territoriales des processus de désindustrialisation/réindustrialisation des territoires (Gros-Balthazard et Colletis), l'écologie territoriale (Buclet et Donsimoni), l'économie du bien-être (Dissart et Marcouiller), le transport et la mobilité (Gallez et Chardonnel), les liens entre ville et commerce (Madry) et la question foncière (Duvillard, Guelton, Marchadier et Gillio). La variété des thématiques abordées montre la diversité des champs à investir et à développer par une « science territoriale ». La question foncière, par exemple, constitue, pour Lévy, « un domaine où la rencontre entre économie et espace ouvre des pistes encore mal explorées », mais devrait permettre une véritable hybridation entre ces deux approches.

La lecture des contributions de cette partie fait ressortir une notion qui traverse tout l'ouvrage, celle de capacités (capacité des territoires à mettre en œuvre des politiques de développement, capacité des acteurs qui pose la question des outils à leur disposition, capacité des acteurs publics à réguler certaines formes d'activité économique...). Dans la troisième partie, deux articles mobilisent l'approche par les capacités/capabilités développée par l'économiste Amartya Sen, ceux de Buclet et Donsimoni et de Dissart et Marcouiller, qui appréhendent les capacités à l'échelle individuelle et territoriale. Cette approche permet d'intégrer la question du bien-être et de prendre en compte son caractère multidimensionnel et notamment ses dimensions spatiale et territoriale pour s'affranchir des approches uniquement centrées sur le revenu et la consommation (Dissart et Marcouiller). Complétée par la notion de métabolisme, elle permet d'alimenter les approches en termes d'écologie territoriale pour mieux comprendre les interactions entre société et nature, en reliant la question des

ressources (naturelles notamment) et ce que veulent en faire les individus et les collectifs. Cette approche, développée par Buclet et Donsimoni, conduit à prendre en compte l'*empowerment* territorial qui renforce l'intelligence et les capacités de résilience territoriale. Ce sont bien ces notions que l'on peut retrouver dans l'analyse de Colletis sur la réindustrialisation. En effet, selon lui, le retour (ou le maintien) d'une activité industrielle sur un territoire se pose en termes d'attractivité et de capacité à ancrer ces activités, à (re)créer « des liens de solidarité productive ». Cela passe par la capacité des acteurs (le « patrimoine cognitif du territoire ») à anticiper les évolutions, tant technologiques que sociales et sociétales, à constituer des écosystèmes permettant la production et la mise en réseau des compétences et savoirs nécessaires pour innover.

Pour conclure avec ce focus sur la notion de capacité, nous notons la diversité des définitions qui y sont associées. En particulier, la notion de « capacités territoriales » renvoie à des objets divers, y compris entre les chercheurs mobilisant le cadre de Sen et s'accordant sur le concept de capacité. Ainsi, alors que Buclet et Donsimoni les conceptualisent comme des capacités collectives dont la forme est spécifique à un territoire donné, Dissart et Marcouiller les voient comme des capacités individuelles spécifiques et seulement disponibles à l'échelle d'un territoire. Dans la première partie de l'ouvrage, Talandier propose également une analyse en termes de capacités territoriales. Elle fait ainsi référence aux leviers activables à l'échelle des territoires pour permettre un développement économique du territoire par, d'une part, la captation des ressources externes au territoire (capacité d'exportation et capacité résidentielle et touristique) et la circulation des richesses au sein des territoires (capacité d'intermédiation et capacité de consommation). Cette notion renvoie alors à une approche plus économiste centrée sur

une approche « monétaire » du développement territorial.

Enfin, la diversité des thématiques abordées (mais l'absence de certaines également, comme l'alimentation par exemple) dans cet ouvrage donne à voir la richesse des questions traitées et qui permettent de renouveler le champ de la géographie économique, et plus largement de la science territoriale, tant en termes d'objets d'études que de cadres d'analyse.

Cet ouvrage montre aussi qu'à travers la question du renouvellement de la géographie économique se posent celle du dialogue entre l'économie et la géographie et notamment celle de l'enrichissement de la pensée économique en introduisant l'espace dans l'analyse des phénomènes économiques. Dans sa préface, Antoine Bailly appelle à se lancer dans une véritable transdisciplinarité, à dépasser l'interdisciplinarité, pour comprendre les liens complexes entre espace, économie et société. Il appelle à faire de la science régionale « une discipline globale » qui aille au-delà de la pluridisciplinarité et de l'interdisciplinarité. Lévy, quant à lui, plaide dans

la postface pour « une science du social intégrée répondant à la diversité des problèmes par l'exploration de multiples dimensions transversales ». Il appelle à l'établissement d'une véritable « dialogue au sens d'un ensemble d'interactions qui aboutissent à la production d'objets cognitifs tiers, à une hybridation des savoirs ». Ce qui ressort, en premier lieu de l'analyse de Lévy, c'est notamment la nécessité d'établir un équilibre dans la reconnaissance de la légitimité des différentes disciplines entre elles, de sortir d'une logique de « complexe de supériorité/infériorité », de manière à permettre une analyse de problèmes complexes et multidimensionnels. À notre sens, même si certaines approches ou certains objets apparaissent plus ou moins intégrateurs, cet ouvrage apporte une contribution importante à l'établissement d'un dialogue entre disciplines, entre géographie et économie, entre l'ensemble des sciences humaines et sociales, voire même avec d'autres champs disciplinaires (sciences de l'information, sciences « biotechniques »). ■

Virginie BARITAUX
Clermont Université

AgroParisTech / INRA / Irstea / VetAgro Sup